

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Waalse Gewestraad 507 (1998-1999) nrs. 1 tot en met 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 april 1999. — Bespreking. — Stemming.



F. 99 — 2170

[C - 99/27514]

20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 27;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets

Vu la décision de la Commission des déchets;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets tel que formulé actuellement ne permet pas aux communes n'ayant pas introduit une proposition de convention, avant le 31 décembre 1998, de bénéficier de subventions en 1999;

Considérant qu'il en ressort un préjudice important pour ces communes;

Considérant qu'il importe que les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au même moment que le plan des centres d'enfouissement technique;

Considérant que les désagréments ressentis par la population et pouvant être liés à ce type d'infrastructures doivent pouvoir être rencontrés par les communes afin de diminuer l'impact sur les riverains directs tout en sauvegardant la mise en place de cet outil nécessaire;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, il est inséré un chapitre IV, nouveau libellé, comme suit :

« CHAPITRE IV. — *Des subventions pour la prise en charge des contraintes liées à l'implantation d'un centre d'enfouissement technique pour déchets ménagers et industriels non dangereux*

Section 1^{re}. — Des bénéficiaires, de l'objet des subventions et de l'obligation des bénéficiaires des subventions

Sous-section 1^{re}. — Des bénéficiaires des subventions

Art. 26. Seules les communes répondant aux conditions suivantes peuvent bénéficier des subventions faisant l'objet du présent chapitre :

1° un centre d'enfouissement technique pour déchets ménagers et industriels non dangereux est autorisé et en exploitation sur le territoire communal conformément au décret relatif aux déchets et au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou est autorisé et en exploitation dans une commune limitrophe;

2° la capacité résiduelle du centre d'enfouissement technique telle qu'autorisée est de plus de 100.000 m³;

3° pour une même surface de centre d'enfouissement technique telle qu'autorisée dans le permis d'urbanisme, la commune n'a jamais bénéficié de subvention faisant l'objet du présent chapitre.

Sous-section 2. — De l'objet des subventions

Art. 27. La subvention a pour objet la prise en charge des contraintes directement liées à la présence d'un centre d'enfouissement technique pour déchets ménagers et industriels non dangereux et plus particulièrement à la proximité de la zone d'habitat.

Sous-section 3. — Des obligations des bénéficiaires des subventions

Art. 28. Le montant de la subvention est affecté à l'amélioration du bien-être et de la qualité de la vie des riverains directs du centre d'enfouissement technique.

Section 2. — Du montant de la subvention

Art. 29. Le montant de la subvention visée à l'article 26 est calculé de la manière suivante :

§ 1^{er}. Pour les communes d'implantation

La prise en charge de la contrainte liée à la proximité d'une zone d'habitat, il est calculé en mètres la distance la plus courte entre les pourtours de la zone d'enfouissement des déchets telle qu'autorisée dans les permis d'urbanisme et d'environnement et la zone d'habitat ou zone d'habitat à caractère rural de la commune d'implantation telles que reprises au plan de secteur.

Si cette distance est supérieure ou égale à 500 mètres, le montant de la subvention est fixé forfaitairement à vingt millions de francs.

A défaut, le montant de la subvention est calculé suivant la formule suivante :

40 millions x (0,5 + (0,5 - (distance x 0,001)) où « distance » est déterminé conformément à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Pour les communes limitrophes

Il est calculé en mètres la distance la plus courte entre les pourtours de la zone d'enfouissement des déchets telle qu'autorisée dans les permis d'urbanisme et d'environnement et la zone d'habitat ou zone d'habitat à caractère rural des communes limitrophes à la commune d'implantation.

Au cas où cette distance est inférieure à la distance telle que calculée au § 1^{er}, la commune concernée bénéficie d'une subvention égale à 10 pourcent du montant de la subvention visée au § 1^{er}.

Art. 30. Lorsqu'un centre d'enfouissement technique est implanté sur plusieurs territoires communaux, chaque commune d'implantation bénéficie de la subvention calculée conformément à l'article 29, § 1^{er}, mais dans une proportion égale à la surface communale inscrite en zone de centre d'enfouissement technique par rapport à la totalité de la zone de centre d'enfouissement technique.

Section 3. — Procédure de demande et d'octroi des subventions

Art. 31. § 1^{er}. La demande de subvention visée à l'article 26 est introduite par courrier recommandé auprès du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions au plus tard 130 jours après l'octroi des permis d'exploiter et d'urbanisme ou, pour les centres d'enfouissement déjà autorisés, au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Toute demande introduite hors de ce délai est jugée irrecevable.

La commune établit une déclaration de créance dûment motivée en apportant l'ensemble des preuves nécessaires au calcul du montant de la subvention.

Sur rapport de l'Office, le Ministre octroie la moitié de la subvention au plus tard 90 jours après que la demande ait été déclarée recevable. Au-delà de ce délai, la déclaration de créance de la commune est considérée comme approuvée.

§ 2. La demande pour la seconde moitié de la subvention est demandée au minimum un an après l'enfouissement des premiers déchets sur le site et au minimum un an après l'octroi de la première subvention. La commune y adjoint la preuve que la première moitié de la subvention a été allouée conformément à l'article 28.

L'Office vérifie cette information. Au cas où il apparaît que tout ou partie de la première moitié de la subvention n'a pas été dépensée conformément à l'article 28 ou que le site n'est plus exploité ou autorisé encore pendant un an à partir de la seconde demande, la seconde moitié n'est pas octroyée.

Sur rapport de l'Office, le Ministre octroie la seconde partie de la subvention au plus tard 90 jours après que la seconde demande ait été déclarée recevable. Au-delà de ce délai, la déclaration de créance de la commune est considérée comme approuvée. »

Art. 2. Au même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 17, 4°, est remplacé par la disposition suivante : « La commune, ou l'association de communes dont elle est membre, démontre qu'elle atteint, pour l'année pour laquelle les subventions sont demandées, le taux de collecte du verre creux fixé par le Plan wallon des déchets et qu'elle trie les déchets de verre par couleurs. A défaut d'apporter cette preuve, la commune dispose sur son territoire d'un point de collecte du verre creux ménager à raison :

- d'un point de collecte, permettant le tri par couleur, pour 800 habitants maximum au 1^{er} janvier 1999;

- d'un point de collecte, permettant le tri par couleur, pour 600 habitants maximum et au moins un point de collecte par entité locale au 1^{er} janvier 2000. »

2° L'article 18, 2°, est remplacé par la disposition suivante : « la collecte sélective en porte à porte, en vue de son recyclage, de la fraction organique des ordures ménagères, conformément aux exigences de qualité préconisées par l'exploitant de l'unité de recyclage en vue d'une application en agriculture, horticulture, viticulture, sylviculture ou culture maraîchère. La collecte des déchets de jardin ou verts n'est pas visée par la présente disposition. »

3° A l'article 21, un second alinéa est ajouté libellé de la manière suivante : « Le coût réel visé au premier alinéa est calculé sur les bases suivantes :

- pour les communes ou les associations de communes n'ayant pas contracté avec un organisme agréé pour la reprise des déchets d'emballages d'origine ménagère au sens du décret du 16 janvier 1997 portant approbation de l'accord de coopération interrégional relatif à la prévention et à la gestion des déchets d'emballages, ainsi que pour les communes ayant contracté avec un tel organisme agréé dans le cadre du système dit « traditionnel » : le pourcentage de déchets de papiers est celui défini par le Plan wallon des déchets;

- pour les communes ou associations de communes ayant contracté avec l'organisme agréé visé au i dans le cadre du système dit « intensifié » : le pourcentage de déchets de papiers est celui défini par la Commission interrégionale de l'emballage. »

4° Les articles 26, 27, 28, 29 et 30 deviennent respectivement les articles 32, 33, 34, 35 et 36.

5° Le « Chapitre IV : Dispositions abrogatoires et transitoires, entrée en vigueur » devient le « Chapitre V : Dispositions abrogatoires et transitoires, entrée en vigueur ».

6° A l'article 35 nouveau est ajouté un § 3 libellé comme suit : « Par dérogation à l'article 23, § 2, la commune peut introduire une proposition de convention portant sur les années 1999-2000-2001, au plus tard le 31 décembre 1999.

Sur le rapport de l'Office, le Ministre conclut cette convention avant le 31 mars 2000. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 2 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2170

[C - 99/27514]

20. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 27;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;

Aufgrund des Beschlusses der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen in seiner gegenwärtigen Abfassung es den Gemeinden, die vor dem 31. Dezember 1998 keinen Vereinbarungsvorschlag eingereicht haben, nicht ermöglicht, im Jahr 1999 Zuschüsse in Anspruch zu nehmen;

In der Erwägung, dass sich daraus ein erheblicher Schaden für diese Gemeinden ergibt;

In der Erwägung, dass das gleichzeitige Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses und des Plans für die technischen Vergrabungszentren von großer Bedeutung ist;

In der Erwägung, dass es den Gemeinden ermöglicht werden muss, den von der Bevölkerung empfundenen Unannehmlichkeiten, die mit dieser Art von Infrastruktur verbunden sein können, entgegenzukommen, um die Auswirkungen auf die direkten Anwohner zu verringern, ohne die Einrichtung dieser notwendigen Anlage in Frage zu stellen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen wird ein neues Kapitel IV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"KAPITEL IV — Zuschüsse für die Übernahme der mit der Ansiedlung eines technischen Vergrabungszentrums für ungefährliche häusliche und industrielle Abfälle verbundenen Belastungen

Abschnitt 1 — Bezugsberechtigte, Gegenstand der Zuschüsse und Verpflichtungen der Bezugsberechtigten der Zuschüsse

Unterabschnitt 1 — Bezugsberechtigte der Zuschüsse

Art. 26 - Lediglich die Gemeinden, welche die nachstehenden Bedingungen erfüllen, können die in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Zuschüsse in Anspruch nehmen:

1° ein technisches Vergrabungszentrum für ungefährliche häusliche und industrielle Abfälle ist auf dem Gemeindegebiet gemäß dem Dekret über die Abfälle und dem Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe oder in einer angrenzenden Gemeinde genehmigt und in Betrieb;

2° das Abfallaufnahmevermögen des technischen Vergrabungszentrums, so wie es genehmigt wurde, beträgt mehr als 100.000 m³;

3° für ein die gleiche Fläche beanspruchendes technisches Vergrabungszentrum, so wie es in der Städtebaugenehmigung genehmigt ist, hat die Gemeinde nie einen den Gegenstand des vorliegenden Kapitels bildenden Zuschuss in Anspruch genommen.

Unterabschnitt 2 — Gegenstand der Zuschüsse

Art. 27 - Der Zuschuss hat zum Zweck, die unmittelbar mit dem Vorhandensein eines technischen Vergrabungszentrums für ungefährliche häusliche und industrielle Abfälle verbundenen Belastungen, insbesondere in der Nähe des Wohngebiets, zu übernehmen.

Unterabschnitt 3 — Verpflichtungen der Bezugsberechtigten der Zuschüsse

Art. 28 - Der Betrag des Zuschusses wird der Aufbesserung des Wohlbefindens und der Lebensqualität der direkten Anwohner des technischen Vergrabungszentrums zugeteilt.

Abschnitt 2 — Betrag des Zuschusses

Art. 29 - Der Betrag des in dem Artikel 26 erwähnten Zuschusses wird folgendermaßen berechnet:

§ 1. Für die Ansiedlungsgemeinden

Da die Übernahme der Belastung mit der Nähe eines Wohngebiets verbunden ist, wird die kürzeste Entfernung zwischen der Abgrenzung des Abfallvergrabungsgebiets, so wie es in der Städtebau- und Umweltgenehmigung genehmigt wurde, und dem Wohngebiet oder dem Wohngebiet mit ländlichem Charakter der Ansiedlungsgemeinde, so wie sie in dem Sektorenplan angegeben werden, in Metern berechnet.

Wenn diese Entfernung 500 Meter überschreitet, wird der Betrag des Zuschusses pauschal auf zwanzig Millionen BEF festgelegt.

Andernfalls wird der Betrag des Zuschusses nach folgender Formel berechnet:

40 Millionen X (0,5 + (0,5 - (Entfernung X 0,001))), wobei «Entfernung» gemäß dem Absatz 1 bestimmt wird.

§ 2. Für die angrenzenden Gemeinden

Die kürzeste Entfernung zwischen der Abgrenzung des Abfallvergrabungsgebiets, so wie es in der Städtebau- und Umweltgenehmigung genehmigt wurde, und dem Wohngebiet oder dem Wohngebiet mit ländlichem Charakter der Ansiedlungsgemeinde wird in Metern berechnet.

Falls diese Entfernung unter der in § 1 berechneten Entfernung liegt, hat die betreffende Gemeinde Anspruch auf einen Zuschuss, der 10 % des Betrags des in § 1 erwähnten Zuschusses entspricht.

Art. 30 - Wenn sich ein technisches Vergrabungszentrum auf mehreren Gemeindegebieten befindet, hat jede Ansiedlungsgemeinde Anspruch auf den gemäß dem Artikel 29, § 1 berechneten Zuschuss, jedoch zu einem Prozentsatz, der der Gemeindefläche entspricht, die im Verhältnis zu dem gesamten Gebiet für technische Vergrabungszentren als Gebiet für technische Vergrabungszentren eingetragen ist.

Abschnitt 3 — Antrags- und Genehmigungsverfahren für die Zuschüsse

Art. 31 - § 1. Der in Artikel 26 erwähnte Antrag auf Zuschuss wird spätestens 130 Tage nach der Gewährung der Betriebs- und Städtebaugenehmigungen oder für die bereits genehmigten Vergrabungszentren spätestens 90 Tage nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses per Einschreiben bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, eingereicht.

Jeder außerhalb dieser Frist eingereichte Antrag wird als unzulässig erachtet.

Die Gemeinde erstellt eine ordnungsgemäß begründete Forderungsanmeldung, wobei sie die gesamten zur Berechnung des Betrags des Zuschusses erforderlichen Belege vorlegt.

Dem Bericht des Amtes zufolge gewährt der Minister spätestens 90 Tage nach der Zulässigkeitserklärung des Antrags die Hälfte des Zuschusses. Über diese Frist hinaus wird die Forderungsanmeldung als genehmigt betrachtet.

§ 2. Der Antrag für die zweite Hälfte des Zuschusses wird mindestens ein Jahr nach dem Vergraben der ersten Abfälle auf dem Gelände und mindestens ein Jahr nach der Gewährung des ersten Zuschusses eingereicht. Die Gemeinde fügt diesem Antrag den Nachweis bei, dass die erste Hälfte des Zuschusses gemäß dem Artikel 28 zugeteilt wurde.

Das Amt überprüft diese Information. Falls sich herausstellt, dass die gesamte oder ein Teil der ersten Hälfte des Zuschusses nicht gemäß dem Artikel 28 verausgabt wurde, oder wird das Gelände nicht noch wenigstens ein Jahr lang ab dem zweiten Antrag betrieben oder genehmigt, wird die zweite Hälfte nicht gewährt.

Dem Bericht des Amtes zufolge gewährt der Minister spätestens 90 Tage nach der Zulässigkeitserklärung des zweiten Antrags die zweite Hälfte des Zuschusses. Über diese Frist hinaus wird die Forderungsanmeldung als genehmigt betrachtet. »

Art. 2 - Derselbe Erlass wird wie folgt abgeändert:

1° Der Artikel 17, 4° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, bei der sie Mitglied ist, kann nachweisen, dass sie in dem Jahr, für das die Zuschüsse beantragt wurden, die von dem wallonischen Abfallplan festgelegte Quote für die Sammlung von Hohlglas erreicht und die Abfälle aus Glas nach Farben sortiert. In Ermangelung dieses Nachweises verfügt die Gemeinde auf ihrem Gebiet über eine Sammelstelle für Hohlglas häuslicher Herkunft:

- eine Sammelstelle für höchstens 800 Einwohner am 1. Januar 1999, die das Sortieren nach Farben ermöglicht;
- eine Sammelstelle für höchstens 600 Einwohner und mindestens eine Sammelstelle je örtliche Einheit am 1. Januar 2000, die das Sortieren nach Farben ermöglicht;»

2° Der Artikel 18, 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«die selektive Sammlung von Haus zu Haus des organischen Anteils der häuslichen Abfälle im Hinblick auf dessen Recycling, gemäß den von dem Betreiber der Recyclinganlage für eine Anwendung in der Landwirtschaft, im Garten- und Weinbau, in der Forstwirtschaft oder im Gemüsebau empfohlenen Qualitätsansprüchen. Die vorliegende Bestimmung betrifft nicht die Sammlung von Garten- oder Grünabfällen.»

3° In Artikel 21 wird ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut beigefügt:

«Die in dem ersten Absatz erwähnten Realkosten werden auf folgenden Grundlagen berechnet:

- für die Gemeinden oder Gemeindevereinigungen, die keinen Vertrag mit einer zur Rücknahme von Verpackungsabfällen häuslicher Herkunft im Sinne des Dekrets vom 16. Januar 1997 zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen zugelassenen Einrichtung abgeschlossen haben, sowie für die Gemeinden, die einen Vertrag mit einer solchen zugelassenen Einrichtung im Rahmen des sogenannten «traditionellen» Systems abgeschlossen haben: der Prozentsatz des Altpapiers ist derjenige, der von dem wallonischen Abfallplan bestimmt wird;

- für die Gemeinden oder Gemeindevereinigungen, die einen Vertrag mit einer in i erwähnten Einrichtung im Rahmen des sogenannten «verstärkten» Systems: der Prozentsatz des Altpapiers ist derjenige, der von der interregionalen Verpackungskommission bestimmt wird.»

4° Die Artikel 26, 27, 28, 29 und 30 werden jeweils die Artikel 32, 33, 34, 35 und 36.

5° Das «Kapitel IV: Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen, Inkrafttreten» wird das «Kapitel V: Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen, Inkrafttreten».

6° Dem neuen Artikel 35 wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut beigefügt:

«In Abweichung von Artikel 23, § 2 kann die Gemeinde spätestens bis zum 31. März 2000 einen Vereinbarungsvorschlag für die Jahre 1999-2000-2001 einreichen.

Dem Bericht des Amtes zufolge trifft der Minister diese Vereinbarung vor dem 31. März 2000.»

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 2, der am 1. Januar 1999 in Kraft tritt.

Namur, den 20. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 99 — 2170

[C - 99/27514]

20 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 27;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de gemeenten die geen voorstel van overeenkomst hebben ingediend vóór 31 december 1998, in 1999 geen toelagen kunnen genieten krachtens het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen, zoals het thans geformuleerd is;

Overwegende dat die gemeenten derhalve zwaar benadeeld zullen worden;

Overwegende dat de bepalingen van dit besluit in werking moeten treden op dezelfde dag als het plan van de centra voor technische ingraving;

Overwegende dat de gemeenten moeten kunnen voorzien in de door de bevolking ondervonden ongemakken die inherent zijn aan dat soort infrastructuur, zodat de effecten op de omwonenden worden verminderd terwijl de onontbeerlijke installatie behouden blijft;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen wordt aangevuld met een nieuw hoofdstuk IV, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IV. — *Toelagen voor de overname van de belasting inherent aan de vestiging van een centrum voor technische ingraving voor niet-gevaarlijke huishoudelijke en industriële afval*

Afdeling 1. — Begunstigden, voorwerp van de toelagen en verplichting van de begunstigden van de toelagen

Onderafdeling 1. — Begunstigden van de toelagen

Art. 26. De in dit hoofdstuk bedoelde toelagen worden slechts verleend aan de gemeenten die de volgende voorwaarden vervullen :

1° het centrum voor technische ingraving van niet-gevaarlijke huishoudelijke en industriële afvalstoffen is toegelaten en wordt geëxploiteerd op het gemeentelijke grondgebied overeenkomstig het decreet betreffende de afvalstoffen en het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, of in een aangrenzende gemeente;

2° de toegelaten residuaire capaciteit van het centrum voor technische ingraving bedraagt 100.000 m³;

3° de gemeente heeft de in dit hoofdstuk bedoelde toelage nooit genoten voor een gelijkwaardige oppervlakte eveneens bestemd voor een centrum voor technische ingraving, zoals toegelaten in de stedenbouwkundige vergunning.

Onderafdeling 2. — Bestemming van de toelage

Art. 27. De toelage is bestemd voor de overname van de belasting die inherent is aan de aanwezigheid van een centrum voor technische ingraving van niet-gevaarlijke huishoudelijke en industriële afvalstoffen, meer bepaald in de nabijheid van een woongebied.

Onderafdeling 3. — Verplichting van de begunstigden van de toelagen

Art. 28. Het bedrag van de toelage moet gebruikt worden voor de verbetering van het welzijn en de levenskwaliteit van de omwonenden van het centrum voor technische ingraving.

Afdeling 2. — Bedrag van de toelage

Art. 29. Het bedrag van de in artikel 26 bedoelde toelage wordt berekend als volgt :

§ 1. Voor de gemeenten waar een centrum gevestigd is

Aangezien de overname van de belasting gekoppeld is aan de nabijheid van een woongebied, wordt een berekening in meters gemaakt van de kortste afstand tussen de rand van de ingravingszone, zoals toegelaten in de stedenbouwkundige vergunning en de milieuvergunning, en het zoals op het plan van aanleg weergegeven woongebied met een landelijk karakter van de gemeente waar het centrum gelegen is.

Als die afstand 500 meter of meer bedraagt, wordt het toelagebedrag forfaitair vastgelegd op twintig miljoen frank.

In voorkomend geval wordt het toelagebedrag berekend als volgt :

40 miljoen x (0,5 + (0,5 - (afstand x 0,001)) waar « afstand » overeenkomstig het eerste lid wordt bepaald.

§ 2. Voor de aangrenzende gemeenten

Er wordt een berekening in meters gemaakt van de kortste afstand tussen de rand van de ingravingszone, zoals toegelaten in de stedenbouwkundige vergunning en de milieuvergunning, en het zoals op het plan van aanleg weergegeven woongebied of woongebied met een landelijk karakter van de gemeenten die aan de gemeente grenzen waar het centrum gevestigd is.

Als deze afstand kleiner is dan de overeenkomstig § 1 berekende afstand, geniet de betrokken gemeente een toelage die gelijk is aan 10 % van het bedrag van de in § 1 bedoelde toelage.

Art. 30. Als een centrum voor technische ingraving op het grondgebied van verschillende gemeenten gevestigd is, geniet elke gemeente de overeenkomstig artikel 29, § 1, berekende toelage op grond van de gemeentelijke oppervlakte die als ingravingszone opgenomen is ten aanzien van de totale oppervlakte van die zone.

Afdeling 3. — Procedure voor de aanvraag en de verlening van de toelagen

Art. 31. § 1. De in artikel 26 bedoelde aanvraag om toelage wordt uiterlijk 130 dagen na de afgifte van de exploitatievergunning en de stedenbouwkundige vergunning bij aangetekend schrijven aan de Minister van Leefmilieu gericht, of uiterlijk 90 dagen na de inwerkingtreding van dit besluit voor de reeds toegelaten ingravingscentra.

Als de aanvraag niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend, wordt ze geacht niet-ontvankelijk te zijn.

De gemeente maakt een behoorlijk met redenen omklede aangifte van schuldvordering op en verstrekt de bewijzen die nodig zijn voor de berekening van het toelagebedrag.

Op basis van het verslag van de Dienst verleent de Minister de helft van de toelage uiterlijk 90 dagen nadat de aanvraag ontvankelijk is verklaard. Na afloop van die termijn wordt de aangifte van schuldvordering van de gemeente geacht goedgekeurd te zijn.

§ 2. De aanvraag voor de tweede helft van de toelage wordt ten minste één jaar na de ingraving van de eerste afvalstoffen op de site en ten minste één jaar na de toekenning van de eerste toelage ingediend. De gemeente bewijst bovendien dat de eerste helft van de toelage overeenkomstig artikel 28 is betaald.

De Dienst gaat na of dat gegeven juist is. Als blijkt dat het geheel of een gedeelte van de eerste helft van de toelage niet overeenkomstig artikel 28 is gebruikt of dat het centrum niet meer geëxploiteerd wordt of vanaf de tweede aanvraag nog één jaar wordt toegelaten, wordt de overige helft niet toegekend.

De Minister verleent de tweede helft van de toelage op basis van het verslag van de Dienst, uiterlijk 90 dagen nadat de tweede aanvraag ontvankelijk is verklaard. Na afloop van deze termijn wordt de aangifte van schuldvordering van de gemeente geacht goedgekeurd te zijn. »

Art. 2. In hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 17, 4°, wordt vervangen als volgt : « De gemeente, of de vereniging van gemeenten waarvan ze deel uitmaakt, bewijst dat ze voor het jaar waarvoor de toelagen zijn aangevraagd, het percentage ingezameld hol glas haalt dat in het « Plan wallon des déchets » (Waals Afvalstoffenplan) vast ligt, en dat ze de glasafval per kleur sorteert. Bij gebrek aan bewijs beschikt de gemeente op haar grondgebied over een inzamelpunt voor huishoudelijk hol glas naar verhouding van :

- één voor maximum 800 inwoners op 1 januari 1999 voor de sortering per kleur;

- één voor maximum 600 inwoners en minimum één per fusiegemeente op 1 januari 2000 voor de sortering per kleur. »

2° Artikel 18, 2°, wordt vervangen als volgt : « de selectieve ophaal aan huis van de organische componenten van huishoudelijke afval die gerecycleerd zullen worden met inachtneming van de kwaliteitsnormen aanbevolen door de exploitant van de recyclingseenheid met het oog op gebruik in de landbouw, tuinbouw, wijnbouw, bosbouw of groenteteelt. Deze bepaling is niet van toepassing op de ophaal van tuinafval of groene afval. »

3° Artikel 21 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt : « De in het eerste lid bedoelde werkelijke kosten worden berekend op grond van de volgende gegevens :

- voor de gemeenten of verenigingen van gemeenten die geen overeenkomst hebben gesloten met een instelling erkend voor de overname van huishoudelijke verpakkingsafval in de zin van het decreet van 16 januari 1997 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval en voor de gemeenten die geen overeenkomst hebben gesloten met een gelijksoortige instelling die erkend is in het kader van het zogenaamde « traditionele » systeem, ligt het percentage papierafval vast in het « Plan wallon des déchets »;

- voor de gemeenten of verenigingen van gemeenten die met de in i. bedoelde instelling een overeenkomst hebben gesloten in het kader van het zogenaamde « versterkte » systeem wordt het percentage papierafval bepaald door de Interregionale Verpakkingscommissie. »

4° De artikelen 26, 27, 28, 29 en 30 worden respectievelijk de artikelen 32, 33, 34, 35 en 36.

5° « Hoofdstuk IV : Opheffings- en overgangsbepalingen, inwerkingtreding » wordt « Hoofdstuk V : : Opheffings- en overgangsbepalingen, inwerkingtreding ».

6° Artikel 35 wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt : « In afwijking van artikel 23, § 2, mag de gemeente uiterlijk 31 december 1999 een voorstel van overeenkomst voor de jaren 1999-2000-2001 indienen.

Op basis van het verslag van de Dienst sluit de Minister deze overeenkomst vóór 31 maart 2000. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 2, dat in werking treedt op 1 januari 1999.

Namen, 20 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN



F. 99 — 2171 (99 — 1836)

[C — 99/27515]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret portant création de la S.A. de droit public SARSI. — Errata

Dans le 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} du décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 16 juin 1999, deuxième édition, à la page 22695, il y a lieu de lire « Rebecq » au lieu de « Clabecq ».

Dans la version allemande du même décret, l'intitulé doit se lire comme suit : « Dekret zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI ».



ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2171 (99 — 1836)

[C — 99/27515]

1. APRIL 1999 — Dekret zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI — Errata

In Absatz 1 von Artikel 1 des vorerwähnten Dekrets, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Juni 1999, zweiter Ausgabe, veröffentlicht worden ist, ist auf Seite 22695 «Rebecq» anstatt von «Clabecq» zu lesen.

In der deutschen Fassung desselben Dekrets ist die Überschrift wie folgt zu lesen: «Dekret zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI».



VERTALING

N. 99 — 2171 (99 — 1836)

[C — 99/27515]

1 APRIL 1999. — Decreet houdende oprichting van de publiekrechtelijke N.V. « SARSI ». — Errata

In het eerste lid van artikel 1 van het bovenvermelde decreet, dat op bladzijde 22695 van het *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 1999, tweede uitgave, werd bekendgemaakt, wordt het woord « Clabecq » vervangen door het woord « Rebecq ».

In de Duitstalige versie van hetzelfde decreet wordt het opschrift gewijzigd als volgt : « Dekret zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI ».